

## CHAP. XLVI.

Acte amendant la " Loi de pharmacie de Québec."

[Sanctionné le 2 avril, 1890.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 4022 des Statuts refondus de la province de Québec, est remplacé par les suivants : Art. 4022,  
S. R. P. Q.  
rempl :

" 4022. Le conseil de l'association a le pouvoir :

1. De faire les réglemens qu'il juge à propos et nécessaires à l'accomplissement des fins prévues par la présente loi, de les changer et amender de temps à autre ou de les révoquer en tout ou en partie et de les remplacer par d'autres ; Pouvoir du  
conseil de  
faire des ré-  
glemens pour  
les fins de  
cette loi ;

2. De choisir, parmi ses membres, à la première assemblée après les élections annuelles, un président, deux vices-présidents, un trésorier et deux auditeurs ; De nommer  
ses officiers ;

3. D'élire des remplaçants aux membres du conseil qui sont décédés, démis ou destitués, et nommer des remplaçants aux auditeurs dont la charge devient vacante. De remplacer  
les membres  
décédés, etc. :

Ces remplaçants doivent être choisis parmi les membres de la corporation ;

4. D'élire comme membres honoraires et correspondants des personnes éminentes par leur science. D'élire des  
membres ho-  
noraires.

Toutefois, ces membres honoraires n'ont pas droit, à ce titre, de voter aux élections ou de prendre le rang de licenciés en pharmacie ; Proviso ;

5. De nommer un secrétaire-régistrare, qui demeure en charge jusqu'à ce qu'il soit renvoyé pour des raisons considérées valides par la majorité du conseil. De nommer  
un secrétaire-  
régistrare.

" 4022a. Le conseil de l'association doit nommer un bureau permanent de fidiécommissaires, composé de pas moins de six ni de plus de dix, pour contrôler et administrer les biens réels et personnels de la corporation, sujet aux réglemens d'icelle. Devoir du con-  
seil de nom-  
mer un bureau  
de fidiécom-  
missaires.

Ces fidiécommissaires doivent fournir un état annuel au conseil. Etat fourni  
par eux.

Ils ne peuvent vendre ou hypothéquer aucune propriété de la corporation sans l'assentiment du conseil, qui doit convoquer en assemblée générale les membres de la corporation. Leurs pou-  
voirs res-  
treints.

Les deux tiers des votes des membres présents sont requis pour pouvoir acheter, hypothéquer, échanger ou vendre une propriété."

2. L'article 4024 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant : Art. 4024,  
remplacé

Classes de personnes en pharmacie.	<p><b>4024.</b> En pharmacie, il y a trois classes de personnes :</p> <p>1<sup>o</sup> L'apprenti certifié ;</p> <p>2<sup>o</sup> Le commis diplômé, et</p> <p>3<sup>o</sup> Le licencié en pharmacie.</p>
Admission des apprentis.	<p>2. Pour être admis apprenti certifié, le candidat doit produire une preuve satisfaisante de ses bonnes mœurs ; subir un examen préliminaire sur les langues anglaise, française et latine, sur l'arithmétique, la géographie, et l'histoire, et payer l'honoraire prescrit par l'article 4029.</p> <p>Tout étudiant en médecine régulièrement inscrit, comme tel est considéré comme apprenti certifié.</p>
Admission des commis.	<p>3. Pour être admis " commis diplômé," le candidat doit démontrer qu'il est inscrit depuis trois ans, comme apprenti certifié ; qu'il a suivi au moins durant trois ans sous un médecin ou pharmacien régulièrement inscrit ; subir un examen sur l'interprétation et la préparation des prescriptions, la pharmacie, la chimie, la toxicologie, la posologie et la matière médicale, et payer l'honoraire prescrit par l'article 4029.</p>
Admission des licenciés en pharmacie.	<p>4. Pour être admis " licencié en pharmacie," le candidat doit être un " commis diplômé," fournir la preuve qu'il a suivi deux cours de chimie, deux cours de matière médicale et un cours de botanique, qu'il a servi pendant quatre ans sous un licencié en pharmacie, régulièrement inscrit, et payer l'honoraire prescrit par l'article 4029.</p>
Examens majeur.	<p>5. " L'examen majeur " que doit subir le candidat qui se présente pour être licencié en pharmacie, comprend les mêmes matières que " l'examen mineur," mais il est exigé une connaissance plus développée de la toxicologie, de la matière médicale et de la chimie pharmaceutique ainsi que la connaissance de la botanique."</p>
Art. 4026 remplacé.	<p><b>3.</b> L'article 4026 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :</p>
Nomination du bureau des examinateurs.	<p><b>4026.</b> Le bureau des examinateurs est nommé par le conseil, à sa première assemblée, après l'assemblée annuelle, et se compose des personnes qu'il juge compétentes.</p>
Ses devoirs.	<p>Ces personnes font l'examen des candidats, et accordent les certificats ou les diplômes qu'elles trouvent à propos à ceux qu'elles jugent et croient posséder les qualités requises pour être " licenciées en pharmacie," " commis diplômés," ou " apprentis certifiés."</p>
Endroit où ont lieu les examens.	<p>Les examens majeur et mineur des candidats doivent avoir lieu à Montréal au printemps, et à Québec, à l'automne de chaque année."</p>
§. 3 de l'art. 4028 remplacé.	<p><b>4.</b> Le paragraphe 3 de l'article 4028 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :</p>

“ 3. De faire de nouveaux registres pour chaque année, omettant d'y inscrire les noms des personnes décédées, ou transportés d'un registre dans un autre, ou qui n'ont pas payé leurs honoraires ; mais ces noms ne peuvent être retranchés sans avoir été soumis au conseil, et avant que le secrétaire-réregistraire ne reçoive des instructions du conseil à ce sujet. Nouveaux registres chaque année.

Au cas d'absence du secrétaire-réregistraire d'une assemblée quelconque, la personne qui préside cette assemblée peut nommer une autre personne pour y remplir les fonctions de secrétaire.” Absence du registraire et son remplacement.

5. Le paragraphe 3 de l'article 4029 des dits statuts §. 3 de 4029 refondus est remplacé par le suivant : remplacé.

“ 3. Un “ apprenti certifié,” un honoraire annuel n'ex- Honoraire de l'apprenti certifié. cédant pas deux piastres.

Ces honoraires sont dus, chaque année, le premier de Epoque où ils deviennent dus. mai.

Le nom de tout licencié, commis diplômé ou apprenti Noms rayés faute de paiement. certifié, qui ne paie pas ces honoraires avant le premier de juin de chaque année, peut être rayé du registre ; et lorsque son nom a été ainsi rayé du registre, il perd tous les privilèges qui lui sont conférés par la présente loi ; cependant, il Réintégration à certaines conditions. peut être réintégré dans ses anciens privilèges en payant une amende n'excedant pas cinq piastres si c'est un “ licencié,” deux piastres, si c'est un “ commis diplômé,” et une piastre, si c'est un “ apprenti certifié ” ; pourvu que telle amende avec l'honoraire annuelle soient payés le ou avant le premier d'octobre suivant.”

6. L'article suivant est ajouté après l'article 4030 des Art. aj. à l'art. 4030. dits statuts refondus :

“ 4030a. Toute personne dont le nom est inscrit en Réinscription de celui qui s'est retiré des affaires. vertu de cette loi, qui se retire des affaires et en a donné avis par écrit au registraire, peut, en tout temps, par la suite, être réinscrit sur tel registre, en en donnant avis par écrit à ce registraire, et en lui payant l'honoraire de l'année courante.”

7. L'article 4032 des dits statuts refondus est amendé Article 4032 amendé. en y ajoutant le paragraphe suivant :

“ 3. Au cas de faillite, la partie à qui la cession Administration des affaires dans les cas de faillite. de biens est faite doit, lorsque les affaires continuent placer en charge d'icelles un médecin inscrit ou un “ licencié en pharmacie ” jusqu'à ce que la liquidation soit close.

8. L'article 4033 des dits statuts refondus est remplacé Article 4033 remplacé. par le suivant :

Substances  
considérées  
poisons.

“ **4033.** Les différentes substances nommées ou décrites dans la cédule A de la présente loi, sont des poisons d'après la signification qui y est donnée.

Substances  
ajoutées.

Le conseil peut, de temps à autre, par règlement, déclarer qu'une substance quelconque, spécifiée dans ce règlement, soit un poison d'après la signification qui lui est donnée par cette loi; et cette substance est alors ajoutée à la cédule A pour en former partie; l'addition ainsi faite est annoncée dans la Gazette officielle de Québec, après quoi elle devient loi; et avis de telle déclaration doit être envoyé, par lettre enregistrée, à tout licencié en pharmacie et médecin régulièrement inscrit.”

Article 4034  
remplacé.

**9.** L'article 4034 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant :

Conditions  
exigées pour  
la vente des  
poisons.

“ **4034.** Il est défendu de garder ou de vendre aucun des poisons énumérés dans la dite cédule A, sans que la boîte, la bouteille, le vase, l'enveloppe ou la couverture contenant ce poison ne soit étiqueté d'une manière distincte au moyen d'un écriteau portant le nom de la substance et le mot “ poison.” ainsi que le nom et l'adresse du vendeur de ce poison.

Vente à une  
personne in-  
connue.

Il est défendu de vendre un de ces poisons à une personne inconnue du vendeur, à moins que cette personne ne soit identifiée par une personne connue de ce vendeur.

Livre des  
poisons.

Lors de chaque vente d'un tel poison, le vendeur doit, avant de le livrer, faire ou faire faire, dans un registre tenu à cette fin, une inscription constatant, dans la forme de la cédule B, la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur, le nom et la quantité du poison vendu, et le but pour lequel l'acheteur a déclaré en avoir besoin.

Signatures qui  
y sont exigées.

La signature de l'acheteur et celle de la personne, s'il y en a, qui a présenté l'acheteur, doivent être apposées à cette inscription.

Nom du  
registre.

Le registre mentionné dans le présent article pour les fins ci-dessus, porte le nom de “ registre des ventes de poisons ” et est ouvert en tout temps à l'inspection du registraire.

Proviso.

Rien dans le présent article ne doit s'appliquer à la composition et à la préparation des prescriptions de médecins ou vétérinaires contenant quelqu'un des poisons mentionnés dans la cédule A.

Art. ajoutés  
après 4035.

**10.** Les articles suivants sont ajoutés après l'article 4035 des dits statuts refondus :

Médecins  
peuvent ou-  
vrir ma-  
gasins de  
drogues.

“ **4035a.** Tout médecin dûment inscrit comme membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, peut ouvrir un magasin de drogues, pourvu

qu'il paie l'honoraire requis par l'article 4029, sans préjudice des privilèges qu'il a comme médecin.

“ **4035b.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, dans les villes de Montréal et Québec, aucun médecin ne peut exercer le commerce de pharmacie s'il n'abandonne la pratique de la médecine et de la chirurgie; mais la présente disposition ne s'applique pas aux médecins tenant actuellement une pharmacie. Dispositions spéciales pour Montréal et Québec.

“ **4035c.** Tout magasin de drogues doit être tenu sous le nom de son propriétaire *bonâ fide*, qui doit être un licencié en pharmacie, ou un médecin ou chirurgien régulièrement inscrit. Mode de tenir magasins de drogues.

Tout médecin ou licencié en pharmacie, qui n'est pas propriétaire *bonâ fide* de l'établissement, et permet qu'on se serve de son nom comme tel pour cette fin, est passible, pour chaque offense, de la pénalité ci-après édictée;—de même tout propriétaire de magasin de drogues qui porte et emploie devant le public, contrairement aux dispositions de la présente loi, le nom d'un licencié en pharmacie, ou d'un médecin chirurgien dûment inscrit comme en étant propriétaire, est passible pour chaque offense, de la pénalité ci-dessous mentionnée, excepté dans les cas prévus à l'article 4032.” Pénalités dans certains cas.

**11.** L'article 4037 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant : Art. 4037 remplacé

“ **4037.** Aucun apprenti ne peut se livrer, ni un licencié en pharmacie permettre à cet apprenti de se livrer, à la préparation des prescriptions, ou à la vente des poisons énumérés dans la cédule A, à moins que cet apprenti, durant le temps qu'il est occupé à la préparation de ces prescriptions ou à la vente de ces poisons, ne soit sous la surveillance immédiate d'un médecin, d'un licencié en pharmacie ou d'un commis diplômé.” Préparation des prescriptions.

**12.** L'article 4039 des dits statuts refondus est remplacé par le suivant : Article 4039 remplacé.

“ **4039.** Rien, dans la présente loi, ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites, en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot “ poison.” Vente de certains effets non affectée.

**13.** L'article suivant est ajouté après le dit article 4039 : Art. aj. après 4039.

“ **4039a.** Pour les fins de cette loi, le propriétaire, de la part duquel une vente est faite par un commis, Responsabilité du propriétaire pour

vente faite par son commis.

un apprenti ou autre personne à son emploi, est considéré comme le vendeur, sans préjudice toutefois de la responsabilité des trois classes de personnes en pharmacie d'après l'article 4046."

Art. 4046 et 4047 remplacés.

**14.** Les articles 4046 et 4047 des dits statuts refondus, sont remplacés par l'article suivant :

Pénalités pour infractions à certaines dispositions de cette loi.

**" 4046.** Toute personne enfreignant les dispositions des articles 4032, 4035, 4035*a*, 4035*b*, 4035*c*, 4036, 4037, 4038 et 4039, est passible d'une amende de vingt-cinq piastres pour la première infraction, et de cinquante piastres pour la seconde et chaque infraction subséquente, avec les dépens."

Article 4050 amendé.

**15.** L'article 4050 des dits statuts refondus est amendé en y remplaçant, à la fin d'icelui, les mots " cinq piastres " par les mots " dix piastres."

Article 4052 amendé.

**16.** L'article 4052 des dits Statuts refondus est amendé en insérant, dans la cinquième ligne, après les mots " drogues en gros " les mots " ni celui des marchands photographes."

Cédules A et B remplacées.

**17.** Les cédules A et B après l'article 4052 des dits statuts refondus sont remplacés par la cédule A suivante, et la cédule C sera connue comme cédule B.

## CÉDULE A

### LISTE DES POISONS.

Acide cyanidrique.  
 Acide carbolique.  
 Aconite et préparations.  
 Antimoine, tartrate d'  
 Arsenic et composés.  
 Belladone et préparations.  
 Cantharides, poudre et teinture pour emplâtre.  
 Chloral hydrate.  
 Chloroforme et Ether.  
 Chlorodyne.  
 Cocaïne et préparations.  
 Ciguë et préparations.  
 Chloral de croton.  
 Cyanure de potassium et tous cyanures métalliques.  
 Chanvre Indien.  
 Digitale et préparations.  
 Ergot et préparations.  
 Elathérium.  
 Euphorbium.

Fève du Calabar.  
 Fève de St. Ignace.  
 Huile essentielle d'amendes.  
 Huile de croton.  
 Jusquiane et préparations.  
 Morphine, sels et solutions de morphine.  
 Noix vomique.  
 Opium et préparations, y compris le laudanum, mais  
     non le parégorique.  
 Sublimé corrosif.  
 Sels mercuriels et composés.  
 Sabine et huile de sabbine.  
 Strychnine et tous les poisons alcaloïdes et leur sels.  
 Vénératrine.  
 Vert-de-gris.

## CHAP. XLVII.

Acte concernant la largeur des chemins et rues dans les  
 cités, villes et villages.

[Sanctionné le 2 avril, 1890.]

**A**TTENDU que, dans l'intérêt de l'hygiène et dans un Préambule.  
 but de protection contre les incendies, il convient  
 de faire des dispositions concernant la largeur des che-  
 mins et rues, dans les cités, villes et villages dans  
 la province ; En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis  
 et du consentement de la Législature de Québec, décrète  
 ce qui suit :

**1.** La section suivante est ajoutée au chapitre deuxième, Sec. aj. au ch.  
 du titre onzième des Statuts refondus de la province de 2, du T. 11 des  
 Québec : S. R. P. Q.

### SECTION 14.

“ DE LA LARGEUR DES CHEMINS ET RUES DANS LES CITÉS, VILLES, ET VILLAGES.

“ **4616a.**—Tout chemin ou rue, lorsqu'un conseil muni- Largeur des  
 cipal, une compagnie, une corporation, une société ou un rues-  
 particulier, subdivise son terrain en lots à bâtir, doit avoir  
 une largeur d'au moins soixante-six pieds anglais.”

**2.** L'article suivant est ajouté après l'article 770 du Art. aj. au  
 code municipal : code municip.  
pal.

“ **770a.**—Conformément à l'article 4616a des Statuts re- Largeur des  
 fondus de la province de Québec, tout chemin ou rue, rues.  
 dans une cité, une ville ou un village, doit avoir une lar-  
 geur d'au moins soixante-six pieds anglais.